Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

224 | Octobre-Décembre 2003

Paysannerie africaines et développement

Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans

Joseph Gabriel Elong

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/738>

DOI : 10.4000/com.738

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

Pagination : 401-418

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Joseph Gabriel Elong, « Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 224 | Octobre-Décembre 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/com/738> ; DOI : 10.4000/com.738

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans

Joseph Gabriel Elong

- 1 Le Bas-Moungo est situé à l'extrême sud du département du Moungo, sur le littoral camerounais. Zone de transition entre Douala et les Hautes Terres de l'Ouest et du Nord-Ouest, le Bas-Moungo s'étend sur de bas plateaux constitués de dépôts sédimentaires sablonneux. Leur altitude varie de 30 à 40 m au sud à 100 m au nord et ils sont logés entre les cours inférieurs des fleuves Moungo et Wouri marqués par la présence de forêts de palétuviers. C'est le « pays du palmier à huile » du Moungo, en raison des conditions naturelles favorables au développement de cette plante.
- 2 Le premier atout qui fait du Bas-Moungo « le pays du palmier à huile et de l'huile de palme » est d'ordre pédologique. Ici, dominant des sols jaunes ferrallitiques, issus de dépôts de sable du Tertiaire. Ils offrent une bonne profondeur, sont légers et présentent une bonne texture pour la physiologie du palmier. Par contre, ils ont subi plusieurs phases de lessivage qui ont réduit certains de leurs éléments minéraux, ce qui impose un amendement régulier de ces sols en engrais.
- 3 La seconde condition favorable offerte par le Bas-Moungo au développement du palmier à huile est sa situation au cœur du Golfe de Guinée où il tombe entre 2 500 et 3 000 mm de pluies par an. La bonne répartition des pluies de mai à octobre influence favorablement le cycle végétatif du palmier à huile. Les grande et petite saisons des pluies sont plus propices aux travaux d'entretien (désherbage, élagage, épandage d'engrais) des plantations, afin qu'à l'avènement de la saison sèche (de novembre à avril), les récoltes puissent être fructueuses.

- 4 Le troisième atout est l'insolation existant dans le Bas-Moungo variant entre 1 600 et ⁸ 700 heures par an et la température moyenne annuelle, assez constante, voisine de 25°C, donnant lieu à de faibles amplitudes thermiques. Les principaux cours d'eau de la région, des affluents du Moungo (le Passi) et du Wouri (le Mbouboulang, l'Emongo, l'Abo), ont donné naissance à des bassins versants secondaires sur lesquels se sont développées les plantations de palmier à huile qui portent encore les vestiges des plants naturels âgés de 60 à 80 ans, expression, s'il en est, de la pérennité de la tradition du palmier à huile dans la région.
- 5 Le Bas-Moungo est donc une région de prédilection et de longue tradition du développement du palmier à huile. Ceci justifie le choix fait par les pouvoirs publics d'y implanter une agro-industrie, la SOCAPALM, pour son exploitation à grande échelle. Mais, dans son programme d'action, la SOCAPALM s'est engagée aussi à promouvoir les plantations villageoises de palmier à huile à base de plants sélectionnés. L'objectif visé était de favoriser à terme l'émergence d'une nouvelle classe de planteurs qui bénéficieraient autant que possible de l'encadrement technique de cette agro-industrie, et de pouvoir contribuer à la promotion socio-économique des populations concernées, et somme toute, à l'augmentation de la production nationale d'huile de palme. Quelle a été la réponse paysanne à ces préoccupations de l'Etat ?
- Les exploitations industrielle et familiale du palmier à huile pendant la période coloniale
- 6 Les plantations industrielles de palmier à huile dans la Bas-Mungo datent de l'époque coloniale, avec deux principales unités :
- La Palmeraie de Kompina, d'une superficie de 2 100 ha, a été créée par les Allemands sur l'initiative de la *Kamerun Eisenbahn Gesellschaft* (K.E.G.). Elle fut achetée en 1924 par les Français sous la conduite de la Société BLAT. Entre 1930 et 1937, elle passe des mains de la Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (SAFAC) à celles de la Société des Palmeraies Réunies de l'Ouest Africain (SPROA)
 - La Palmeraie de Nkapa était aussi de création allemande. Elle couvrait une superficie de 1 031 ha. D'abord gérée par la K.E.G., elle entre aussi dans les intérêts français en 1924 en devenant la propriété de la Compagnie des Oléagineux du Cameroun (C.O.C). Elle possédait une huilerie et une savonnerie qui ont fermé leurs portes en 1950. Cependant, jusqu'en 1963, date d'arrêt des activités, la production était évacuée par train à l'usine d'Edea, à 160 km de là pour y être traitée.
- 7 Dans cette mouvance de l'industrialisation du secteur du palmier à huile dans le Bas-Moungo pendant la période coloniale, il faut également mentionner la présence de l'huilerie de Dibombari-Beach, créée après la fermeture de celle de Nkapa. Construite par le gouvernement français entre 1951 et 1953, et gérée à partir de 1955 par une société privée, la SOCFINOL, et plus tard par la Société Africaine de Prévoyance (SAP ⁹) jusqu'à sa fermeture en 1962, son fonctionnement dépendait de l'approvisionnement en régimes de palme par les planteurs.
- 8 Une autre expérience vécue en terme de dynamisation de la culture du palmier à huile dans le Bas-Moungo a été l'initiative des plantations domaniales expérimentales par le Secteur de Modernisation des Palmeraies (SMP). Sur les terres cédées par les populations, le SMP a créé une pépinière de 12 ha afin de mettre des plants sélectionnés à leur disposition et de créer des palmeraies villageoises viables et plus tard, d'approvisionner régulièrement l'Huilerie de Dibombari en régimes de palme. Le SPM avait également créé ses propres plantations à Bomono-Gare (84 ha) et à Nkapa et Souza (182 ha), sortes de

domaines-écoles de démonstration de la culture du palmier à huile pour les planteurs du Bas-Moungo, car bien aménagées et régulièrement entretenues par leurs promoteurs.

- 9 Les pouvoirs publics coloniaux ont choisi le Bas-Moungo comme l'une des zones privilégiées de la culture industrielle du palmier à huile pour en pérenniser l'ancienne tradition d'exploitation, valorisée par les populations autochtones. Dans les bassins du Mbouboulang et de l'Emengo depuis des générations, les palmiers de la variété *Elaeis*, étaient développés traditionnellement par la population. L'exploitation des palmeraies naturelles ou spontanées est restée pendant longtemps l'une des principales sources de revenus des populations grâce à la commercialisation de l'huile et du vin de palme et des noix de palmistes. Très tôt, l'enfant était initié à cette exploitation (le garçon à l'extraction de l'huile¹⁰, du vin de palme par le père ; la fille au concassage des noix par la mère). Les adolescents entretenaient donc déjà des rapports très étroits avec cette plante. Cette relation privilégiée avec le palmier à huile se vérifie aussi dans les mets consommés dans la région dont 60 % en moyenne contiennent des dérivés du palmier à huile. Ainsi, alors que les populations du Haut-Moungo s'identifient au café *arabica*, celles du Bas-Moungo sont intimement liées à l'huile de palme. La vie avec le palmier à huile est donc ici avant tout un legs familial, social et culturel.
- 10 C'est donc à tort que l'on pense que la pratique des plants sélectionnés de palmier huile est un fait nouveau introduit par la SOCAPALM dans la région. En effet, entre 1952 et 1962, la région a vécu l'opération dénommée « plantations familiales de palmiers sélectionnés »¹¹. Ces plantations avaient été mises sur pied à la fois comme une alternative pour pallier le vieillissement des palmeraies des années 1920, et pour pousser les paysans de la région à contribuer à l'augmentation des exportations d'huile de palme. Les paysans ont ainsi fait la connaissance de ces plants de palmier de faible croissance en hauteur et à productivité élevée. La seule condition exigée pour créer une plantation était de posséder un terrain coutumier reconnu par la communauté villageoise. Les travaux préalables (défrichage, piquetage, trouaison), le transport et la mise en terre des plants étaient pris en charge par le SMP : il s'agissait véritablement de plantations « clé en main », car elles étaient entretenues pendant quatre à cinq ans par le SMP, puis remises aux propriétaires de la terre dès la production des premiers régimes et sans contrepartie financière.
- 11 Selon des témoignages recueillis sur le terrain, une telle générosité de la part du SMP a beaucoup étonné dans la région, car le projet apparaissait, aux yeux de certains, comme un moyen subtil du Gouvernement de s'approprier les terres des paysans par le biais de ses « belles »¹² plantations. De ce fait, 846 ha¹³ de plantations de palmiers sélectionnés ont été créés entre 1952 et 1958, soit une moyenne annuelle de 141 ha pour toute la région. Toutefois, séduits par le bon rendement des premières plantations de cette période, et par la disponibilité permanente manifestée par le SMP dans le ramassage des régimes en vue de leur traitement à l'huilerie de Dibombari, l'engouement devint alors manifeste. En 1959, 327 ha sont plantés, soit une superficie plus de 2 fois supérieure à ce qui fut réalisé en six ans, entre 1952 et 1958.
- 12 Dès la campagne 1959-1960, le SMP abandonne les palmeraies villageoises « clé en main » et incite les paysans à acheter des plants sélectionnés et à les associer à des cultures vivrières -à l'exclusion du manioc qui épuise rapidement le sol - auxquelles ils devaient consacrer beaucoup d'espace et de temps dans leurs exploitations pendant l'année agricole. Par ce biais, le SMP réduisait considérablement le coût de création d'une palmeraie, le planteur prenant implicitement à sa charge le défrichage, la trouaison, le

transport des plants et leur mise en terre, et plus tard, l'entretien de la plantation. Cette nouvelle orientation a conduit seulement à la réalisation de 345 ha. En récapitulant, 1 191 ha ont été consacrés à la première expérience de culture des plants sélectionnés dans le Bas-Moungo de 1952 à 1962. Cependant, la production traditionnelle des régimes de noix de palme et celle provenant des plantations coloniales de Kompina et de Nkapa, et la production des récentes plantations villageoises de palmiers sélectionnés n'ont pas pu satisfaire la demande de l'huilerie de Dibombari. Tournant à perte, et confrontée en outre aux problèmes de relève dans la gestion de son patrimoine, elle ferme définitivement ses portes en 1963. Les plantations sont alors abandonnées et les pistes de collecte envahies d'herbes.

- 13 En 1973, arrive la SOCAPALM ; à cause du potentiel naturel favorable à la culture du palmier et de l'ancienneté de la production de l'huile de palme, le Bas-Moungo figure parmi les régions retenues par le Gouvernement dans le programme de régénération et de modernisation de la culture du palmier à huile au Cameroun.

La nouvelle orientation des « plantations villageoises » imprimée par la SOCAPALM : encore des plantations villageoises assistées

- 14 Créée en 1973, la SOCAPALM ne s'intéresse aux plantations villageoises qu'en 1978. Il s'agit avant tout de promouvoir ces plantations chez les autochtones du Bas-Moungo et ensuite, de façon générale auprès de tous les autres propriétaires terriens non originaires de la région, c'est-à-dire les allogènes anciens ou nouveaux. Les plantations créées devenaient la propriété de leurs promoteurs. Les planteurs qui se sont investis dans la mise sur pied de ces plantations ont reçu de la SOCAPALM des soutiens à la fois financier et technique.
- 15 - Au niveau financier, la SOCAPALM a institué une opération de crédit soutenue par le Fonds National du Développement Rural (FONADER) selon les termes duquel le planteur s'engageait à livrer en contrepartie la totalité de sa production à la SOCAPALM. Il s'agissait d'un crédit à long terme octroyé sous forme de fournitures (plants, engrais, produits chimiques, grillage et petit outillage) moyennant un taux d'intérêt de 9 % par an, remboursable en ¹⁴ ans, après un différé de 6 ans, période d'entrée en production de la plantation. Par ailleurs, en fonction de la bonne exécution des termes du contrat et du bon avancement des travaux de terrain, le planteur recevait pour financer le coût de la main-d'œuvre, une avance non remboursable versée par la SOCAPALM de la manière suivante :
- a) Année 0 : 41 000 F. CFA à l'hectare en création ¹⁵ 000 F. CFA à l'hectare pour l'entretien
 - b) Année 1 : 6 000 F. CFA à l'hectare
 - c) Année 2 : 6 000 F. CFA à l'hectare
 - d) Année 3 : 4 000 F. CFA à l'hectare
- 16 Enfin, la SOCAPALM consentait également des crédits de campagne sans intérêt aux planteurs une fois la plantation entrée en phase de production, pour leur permettre d'acheter les engrais nécessaires au traitement des plants. Ce crédit était remboursable à la fin de la campagne.
- 17 - Au niveau technique, la SOCAPALM assurait un encadrement spécialisé, dispensant directives et conseils pour l'exécution des travaux de préparation du terrain, de plantation, d'entretien, et d'exploitation de la palmeraie. Toutefois, d'après les termes du contrat, les planteurs avaient l'obligation de planter des palmiers sélectionnés et de les exploiter selon les méthodes rationnelles enseignées par les techniciens de l'agro-

industrie. Ils pouvaient décider de la superficie à planter, et choisir le terrain approprié en respectant certaines normes naturelles (par exemple, observer une pente inférieure à 10 %).

- 18 Ces plantations villageoises entraient dans le cadre de la vulgarisation de la culture du palmier sélectionné dont la première phase devait atteindre 3 000 ha de plantations, et compléter les 7 400 ha de plantations de la SOCAPALM. C'était aussi une stratégie pour mettre un terme à l'exode rural dans les villages du Bas-Moungo dont les jeunes pouvaient facilement céder à la tentation de s'évader vers la grande métropole de Douala toute proche. Ce projet se voulait par ailleurs un instrument permettant d'associer indirectement les populations locales à la production industrielle de l'huile de palme en les faisant bénéficier des infrastructures technique et matérielle de la SOCAPALM. Entre 1978 et 1991, l'encadrement de cette société a permis la création de plantations villageoises dans le Bas-Moungo (tabl. I).
- 19 En treize ans, et grâce à un programme d'assistanat sans précédent, la SOCAPALM a réussi à regrouper 680 planteurs qui ont réalisé 3 133,80 ha de palmeraies villageoises à base de plants sélectionnés. Elle est parvenue ainsi à un niveau d'encadrement de 4,8 ha en moyenne par planteur. Une enquête effectuée en juillet 2000 à Bomono-Ba-Mbenguè, Bomono-Gare, Nkapa, Souza à partir d'un échantillon de 50 planteurs dont les palmeraies sont entrées en production depuis cinq ans au moins, est révélatrice de l'intérêt de l'élite locale pour la culture du palmier à huile. En effet, les planteurs possédant des exploitations de plus de ¹⁶ ha exercent des activités non-agricoles et sont surtout commerçants, fonctionnaires actifs ou retraités, cadres de société en activité ou retraités. Ils représentent 5 % du nombre de planteurs enquêtés, mais détiennent 45 % des exploitations réalisées avec le concours de la SOCAPALM. Les autres sont surtout propriétaires des palmeraies dont les superficies oscillent entre 2,5 et 4 ha.
- 20 Après 1991 et surtout à cause de la liquidation judiciaire du FONADER, survenue en 1990, la SOCAPALM n'intervient plus dans la création des palmeraies villageoises. Dès lors, naît une autre catégorie de planteurs privés qui ne sont plus associés au projet d'encadrement de la SOCAPALM et qui créent leurs propres pépinières en vue de la mise en route de leurs exploitations. Dans cette catégorie, on trouve les originaires et non originaires de la région, qui résident surtout à Douala et possèdent des exploitations de plus de 5 ha.

La réponse locale au projet SOCAPALM de plantations villageoises

- 21 La réponse locale au projet SOCAPALM comporte plusieurs éléments qui poussent à penser que les aspects socio-culturels et la participation des populations n'ont pas été suffisamment pris en compte.

Un faible engouement au sein de la population rurale

- 22 En 1991, la population essentiellement rurale du Bas-Moungo, était estimée à 26 000 habitants⁷ pour un nombre de 4 000 ménages ruraux. Selon le recensement de 1987, la tranche d'âge des 30-60 ans, celle où se recrute le plus grand nombre de planteurs de palmier à huile, représentait 32 % de la population totale. Si nous supposons que ce taux est resté sensiblement le même en 1991, la tranche de la population rurale concernée par le projet s'élèverait à 8 320 habitants. En appliquant le taux de masculinité du Cameroun qui est de 49 % à cette population - puisqu'il s'agit avant tout d'une activité propre aux hommes - nous obtenons un total de 4 077 personnes auxquelles, dans la réalité, le projet était destiné. Or, en 1991, on comptait 680 planteurs en activité dans les plantations villageoises soit une proportion d'environ 17 % de l'ensemble. Il s'agit certes d'un ordre de grandeur mais qui, en définitive, reflète la réalité de la situation à savoir, la faible

présence des populations locales dans le projet. Ne faut-il pas par conséquent retourner à 1973 et constater avec Paul Moby-Etia « l'échec des plantations paysannes » s'agissant, à l'époque, des « plantations familiales de palmiers sélectionnés »? Ce constat est encore plus précis et accusateur : « ... Enfin et ceci mérite d'être souligné avec force, les autochtones se refusent à la culture du palmier en tant que telle, elle leur demande beaucoup d'effort pour très peu de profit ».

La culture des plants sélectionnés de palmier à huile : beaucoup d'efforts et peu de profits

- 23 Selon l'approche de la SOCAPALM, la création d'une palmeraie villageoise à base de plants sélectionnés, quelle que soit la superficie retenue, s'étale sur quatre années (tabl. II).
- 24 La plantation entre donc en production la quatrième année, mais avec la possibilité de récoltes précoces appelées « récoltes sanitaires » (MINAGRI 1993) dès la troisième année. Pendant les quatre premières années, l'exécution des tâches doit se faire dans la continuité, la discipline et la rigueur. En effet, des négligences dans la planification des travaux peuvent créer des retards dans la production et même dans le potentiel ultérieur de la plantation. Il y a donc beaucoup d'efforts à fournir auxquels s'ajoutent un certain nombre de contraintes au moment des récoltes. Par exemple, les régimes sont coupés exclusivement aux dates et à la maturité fixées par les services techniques de la SOCAPALM. En outre, une fois la collecte des régimes assurée, le planteur est payé par la SOCAPALM seulement à fin du mois. Lors du versement de son dû, il rembourse la mensualité du crédit à long terme et celle du prêt de campagne. Le Tableau III permet d'apprécier l'estimation des revenus annuel et mensuel réels de l'exploitation d'un hectare de palmeraie villageoise créé en 1978.
- 25 Quand on observe attentivement le revenu net annuel ou mensuel provenant d'un hectare de palmeraie villageoise, on constate que c'est à juste titre que les paysans disent que la culture du palmier à huile à base de plants sélectionnés ne rapporte pas beaucoup de profit. Pendant la première année de production, ce profit est de 2 250 F. CFA par mois et ce n'est qu'à la treizième année qu'il tourne autour de 10 000 F. CFA. Par conséquent, si cultiver les plants sélectionnés de palmier à huile exige tant d'efforts, de patience, pour aboutir à peu de profit, il y a lieu de comprendre le faible engouement de la population paysanne pour ce projet.
Un désintérêt progressif
- 26 Ne trouvant donc pas suffisamment leur compte dans les palmeraies de plants sélectionnés, certains planteurs ont commencé à manifester une méfiance et un désintérêt progressif vis-à-vis du projet. Il est donc apparu de « mauvais » planteurs selon la terminologie de la SOCAPALM. En fait, entraient dans cette catégorie les paysans ayant des exploitations de moins de 5 ha et dont les revenus mensuels ne comblaient pas les attentes après le remboursement des dettes contractées auprès de la SOCAPALM. Et pour améliorer leurs revenus, ils ont entrepris de transformer en huile les régimes de palme hors du circuit de la SOCAPALM, de la vendre directement sur le marché traditionnel et de commercialiser les régimes à d'autres planteurs afin d'échapper aux remboursements des crédits. Certains ont même revendu leurs exploitations à des tiers que la SOCAPALM n'a jamais pu identifier, tandis que d'autres les ont cédées tout simplement à des héritiers, qui juridiquement n'avaient pas d'engagement vis-à-vis de la SOCAPALM. Une autre catégorie de planteurs est devenue pyromane, faisant disparaître ses palmeraies en fumée. En définitive, ces comportements dénotent le profond malaise provoqué par l'intervention de la SOCAPALM. L'attrait des crédits et des primes SOCAPALM a créé au départ un engouement pour le projet et, bien plus tard, les planteurs ont été désemparés

devant la contrainte de remboursement du crédit les prestations de services dues à la SOCAPALM se caractérisant notamment par l'irrégularité de la collecte des régimes et de la distribution des engrais), et les frustrations engendrées par les fluctuations du prix de vente de leur production d'une année à l'autre (tabl. III).

Les jeunes dans une logique de la contestation ou la « guerre de l'huile de palme »

- 27 Dans le cadre de l'analyse de la réponse des populations au projet, la réaction de la jeunesse actuelle a été tout à fait particulière, car il s'agit fondamentalement de sa remise en cause, voire d'un sentiment de révolte. Cette révolte est liée à deux phénomènes : l'expropriation des terres villageoises entreprise entre 1973 et 1975 pour répondre aux besoins fonciers de création des plantations industrielles de la SOCAPALM et le retour forcé au village des laissés-pour-compte du développement urbain. Ces jeunes, qui ont essuyé les revers de l'exode rural, sont nés pendant la période d'expansion du palmier à huile et sont aujourd'hui âgés de 27 ans au moins ou de 30 à 35 ans au plus. Pour la plupart, leurs parents n'ont pas encore perçu la totalité des droits d'indemnisation de l'Etat. Par ailleurs, avec la présence de la SOCAPALM, la terre a pris de la valeur de façon brutale et inattendue. Certains autochtones, motivés par la spéculation foncière, et dans la recherche d'un gain immédiat, ont donc vendu une bonne partie de leur patrimoine foncier aux allogènes et aux urbains, plutôt que d'y créer leurs propres plantations de plants sélectionnés de palmier à huile.
- 28 S'agissant de l'expropriation des terres à proprement parler, les villages les plus affectés par ce processus s'égrènent le long de la Nationale 5. Il s'agit de Bomono-Ba-Mbenguè, Bomono-Gare, Nkapa et Békouma-Souza. Pour apprécier l'ampleur du phénomène, on observe aujourd'hui, ici et là, des familles dont les cuisines et latrines ont été envahies par les palmeraies de la SOCAPALM. C'est particulièrement dans ces villages que l'on note un nombre limité de planteurs initiés à la culture de palmiers de plants sélectionnés, et que les planteurs n'ont pas pu créer des palmeraies de plus de 2 ha, entre autres par manque de terre. La préoccupation actuelle des jeunes est d'investir leurs propres fonds dans la création des palmeraies pour en jouir pleinement, ce qui ne saurait être le cas avec les plantations supervisées par la SOCAPALM. Ils ne disposent plus du capital terre qui aurait pu leur servir de sécurité au moins face à la crise économique. Ainsi, au quotidien, la SOCAPALM est perçue comme un frein à leur épanouissement économique parce qu'elle empêche leur insertion dans la production de l'huile de palme, principale activité agricole de la région.
- 29 Freinés dans leur élan pour créer leurs propres palmeraies, les jeunes ont commencé à voler les régimes dans les plantations de la SOCAPALM et à transformer leurs noix en huile dans les pressoirs traditionnels. Exaspérée par ce comportement, la SOCAPALM s'est alors appuyée sur les autorités administratives pour interdire la commercialisation de l'huile de palme sur les marchés permanents, périodiques ou les trottoirs ainsi que sa consommation dans les villages proches de l'usine. Le gardiennage est plus que jamais renforcé dans les palmeraies, et un poste de gendarmerie mobile a été implanté à Nkapa. La « guerre de l'huile de palme » est engagée. Les gendarmes sillonnent en permanence les marchés et effectuent des descentes inopinées dans les pressoirs traditionnels identifiés par des agents de renseignements recrutés parmi la population moyennant rémunération. La présence de la gendarmerie est avant tout dissuasive : la galère vécue par les contrevenants dans les cellules de la gendarmerie ne les pousse pas à la récidive. En réaction à la pression des forces de l'ordre, des tentatives d'incendies criminels visant la destruction du patrimoine productif de la SOCAPALM ont été identifiées. A ce jour, le

vol des régimes par les jeunes n'a pas totalement disparu. Les relations restent donc très tendues entre la SOCAPALM et la population en général, et les jeunes en particulier.

Un projet villageois récupéré par les urbains et les immigrants de longue date

- 30 Les paysans n'ont pas pu supporter les investissements nécessaires à la création de palmeraies dignes de ce nom. Ces investissements passaient forcément par un crédit auprès de la SOCAPALM. Pour éviter des crédits exorbitants, beaucoup de planteurs se sont limités à des exploitations de petite taille, ce qui ne leur a pas permis d'entrer de plain-pied dans le processus des plantations villageoises qui doit s'étendre sur des dizaines d'hectares pour qu'on puisse en tirer de substantiels bénéfices. De ce fait, le projet de palmeraies villageoises, prioritairement destiné aux paysans, est devenu, en fin de compte, un projet au profit des urbains et des allochtones de longue date ayant réussi à capitaliser des ressources financières suffisantes à partir de leurs activités professionnelles.
- 31 Ces urbains sont des hommes d'affaires, des commerçants, des retraités, des cadres supérieurs des secteurs public et privé. Ils ne représentent que 10 à 15 % des planteurs qui, selon la SOCAPALM, résident dans les villes du littoral camerounais et particulièrement à Douala et dont 2 % environ vivent dans les villes de la province du Centre. Ces allochtones de longue date ont surtout été repérés parmi les commerçants implantés ici et là. Mais, fait plus grave, certains techniciens supérieurs et des hauts cadres de la SOCAPALM n'ont pas hésité à détourner plants, engrais et matériel, etc ... destinés aux paysans, et à en disposer à leur profit pour le compte de leurs propres exploitations. Ces nouveaux planteurs sont apparus en 1989 et selon les estimations de la SOCAPALM, détiennent aujourd'hui environ 70 % de la superficie totale des palmeraies villageoises. Celles-ci se situent particulièrement à Kompina, Maleké 1 et Maleké 2, au nord-ouest de la région, où l'accès à la terre est plus facile.
- 32 Les habitants actuels de cette région, jadis ouvriers dans les chantiers forestiers, se sont définitivement implantés dans cette partie du Bas-Moungo lorsque ces chantiers ont fermé leurs portes. Dans cette sorte de « no man's land », ils sont devenus implicitement propriétaires terriens, mais n'exercent aucun droit traditionnel sur la terre tout comme ils ne sont pas détenteurs de titres fonciers. Ainsi, nos nouveaux « entrepreneurs » de palmeraies villageoises ont trouvé là un moyen d'acquérir des espaces à peu de frais pour créer leurs propres « domaines », sans l'encadrement de la SOCAPALM. Ces exploitations utilisent les plants de leurs propres pépinières ou alors ceux achetés à la SOCAPALM. Ainsi, 1 200 ha (MINAGRI, 1993) ont été mis en place entre 1990 et 1991 soit 38,3 % de ce qui a été réalisé en 14 ans par les plantations villageoises. En réalité, ces planteurs venus d'ailleurs et désireux de renouer pour la plupart avec le terroir ont tout simplement permis l'émergence de palmeraies de moyenne importance dont la production est soutenue par une main-d'œuvre salariée. Ce processus continue encore aujourd'hui, même dans certains villages autochtones où certains cadres retraités et des jeunes entrepreneurs urbains possèdent des terres.
- 33 Cette étude, loin d'avoir eu pour objectif de montrer l'incapacité de la SOCAPALM à promouvoir la présence des palmeraies à base de plants sélectionnés dans le paysage rural du Bas-Moungo, a permis de comprendre l'importance des enjeux de la participation des paysans dans la conception des projets de développement dont ils sont les principaux bénéficiaires. Le projet de palmeraies villageoises à base de plants sélectionnés dans la Bas-Moungo ne peut-il pas être considéré aujourd'hui comme un parachutage technologique et du savoir-faire en milieu rural qui va à l'encontre des

données locales en matière de production de l'huile de palme ? Les paysans n'ont-ils pas été trop submergés par les questions financières liées au développement de la palmeraie villageoise, alors même que leur pouvoir financier initial n'était déjà pas en mesure de les aider à gérer leur subsistance quotidienne ? Par ailleurs, n'oublions pas que dans tout projet de développement, « la spoliation des terres ayant appartenu à des familles ou au village fait apparaître dans son ensemble le projet hostile au milieu » (Some J.B., 1984). Telle a été l'origine de la « guerre de l'huile de palme » dans le Bas-Moungo.

- 34 On peut comprendre maintenant plus aisément pourquoi les paysans ont tout simplement été dépassés par ce projet donnant tout naturellement la possibilité aux plus nantis de se l'approprier. Dans les circonstances analysées, il serait mal venu de parler de l'échec de ce projet tout simplement parce qu'il n'a pas fait des « paysans riches du palmier à huile » dans le Bas-Moungo, comme l'on parle ailleurs des paysans riches du café ou du cacao. Toutefois, on peut simplement déplorer le fait que la plupart des projets de développement que les pouvoirs publics destinent à la promotion socio-économique des paysanneries rurales, ne soient pas ancrés par le fond et la forme dans les réalités socio-culturelles des terroirs concernés, et ne tiennent pas suffisamment compte des savoir-faire et savoir-être des populations.

BIBLIOGRAPHIE

- AFCA**, 1983 - *Analyse des postes : SOCAPALM.*, Douala, 90 p. Huile de palme ; neuf pays en tête du peloton. *Afrique Agriculture*, 1995, n° 229, p. 37-40
- AGEL C. et al.**, 1976. - *Etude du « projet de plantations villageoises » de canne à sucre dans le site sucrier de Ferkessedougou*. SEDES, Paris, 112 p. Les activités des plantations PAMOL au Cameroun. *Bulletin de l'Afrique noire*, 1993, n° 1628, p. 3
- BEAUDOUX E.**, 2000 - *Accompagner les ruraux dans leurs projets : orientations méthodologiques à partir des situations en Afrique subsaharienne*. L'Harmattan, Paris, 235 p.
- CLIN J. P.**, 1987 - *La mutation d'une économie de plantation : contribution à l'analyse de la dynamique des systèmes productifs agricoles villageois en basse Côte d'Ivoire*. Montpellier, FDSE, 537 p., (Thèse de Doctorat 3^e cycle en économie rurale).
- DAVIRON B.**, 1994 - L'huile de palme dans le monde. *Journal français des oléagineux et corps gras lipides*, Vol. 1, n°2., p. 86-88
- DUBRESSON A. et RAISON J. P.**, 1999 - Crise des encadrements, encadrement de crise. In : *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*. Karthala, Paris, p. 131-157
- HIRSH R.**, 1994 - *La filière du palmier à huile dans la zone franc*. CFD, Paris. 34 p.
- HUTIN S. et al.**, 1982 - *Les plantations villageoises de thé dans l'Ouest-Cameroun : étude d'opportunité*. AFCA, Douala, 162 p.
- KPAKOPE et al.**, 1997 - Contribution à l'étude des caractéristiques des techniques traditionnelles d'exploitation d'huile de palme. *Journal de la Recherche Scientifique de l'Université du Bénin*, Vol. 1, n° 2, p. 65-75

LANGLEY DANYSZ P., 1990 - Les atouts de l'huile de palme. *Revue de l'Industrie Agroalimentaire*, n° 445, p. 24-25

LE BIAN Y. et al., 1992 - *Etude d'opportunité sur la création des plantations villageoises dans le Centre-Sud (Cameroun)*. AFCA, Yaoundé, 164 p.

CAMEROUN. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, 1993 - *Etude sur les plantations villageoises de palmiers à huile au Cameroun. Rapport principal*. SOCFINCOFRANCE, TERRES ROUGES CONSULTANTS, BDPA SCETAGRI, Yaoundé-Paris, 125 p.

CAMEROUN. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, 1987 - *Projet de plantations villageoises de palmier à huile*. BDPA, Paris, 146 p.

CAMEROUN. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, 1993 - *Etude sur l'extension, le rajeunissement et la relocalisation de la production industrielle de l'huile de palme au Cameroun. Rapport principal*. SOCFINCOFRANCE, TERRES ROUGES CONSULTANTS, BDPA SCETAGRI, Yaoundé-Paris, 165 p.

CAMEROUN. MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE., 1985 - *Bilan et perspectives des sous-secteurs hévéas et palmiers à huile. Vol. 2. Monographies. Fascicule 3 Petites et Moyennes Entreprises Agricoles*. GIE SODECI-TERRES ROUGES/SEDA Yaoundé, 51 p.

MOBY-ETIA P., 1976 - *Les pays du Bas-Moungo, Bas-Wouri. Etude géographique de la vie rurale et des relations avec Douala*. Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, UFR de Géographie, 271 p. (Thèse en vue du Doctorat de 3^e Cycle).

RAYMOND G., 1986 - *Etats, développement, paysans*. CIRAD, Montpellier 272 p.

TALLIEZ. B., 1998 - Le palmier à huile : une culture pour quel avenir ? *Journal français des oléagineux et corps gras lipides*, Vol. 5, n°2, p. 106-109

SOMEZ J. B., 1984 - Les populations rurales face aux projets de développement. In : *La participation populaire en Afrique Noire*. Karthala-IPD, Paris, p. 89-101

SAJHAV J. P., 1987 - Les plantations dans les pays en voie de développement : changements structurels et évolution de l'environnement. *Le Courrier Afrique, Caraïbes, Pacifique, Communauté Européenne*, n° 19, p. 95-97

NOTES

1. Plantations PAMOL du Cameroun.
2. Cameroon Development Corporation.
3. Pour la commercialisation de la production, les planteurs ont créé deux coopératives : EKOSCOOP et MUECCOP.
4. SOCAPALM was privatised on 16 Feb 1999. It is the PALMCAM-COGEFAR group made up essentially of camerounians who bought the company with 26 billions F. CFA. The state now holds only 10% shares. Since the new owner's name is hardly known by the public, we will continue using the old acronym SOCAPALM in this article.
5. PAMOL Plantations of Cameroon.
6. Cameroon Development Corporation.
7. In order to market their production the farmers created two cooperatives called EKOSCOOP and MUECCOP.
- 8.- La SAP a repris l'huilerie, suite à la grève des paysans fournisseurs de régimes de palme.

9.- Lors de l'extraction de l'huile de palme dans le mboki ou pressoir, le père en profitait pour initier son fils aux traditions ancestrales. A l'époque, c'était aussi le lieu privilégié pour la circoncision.

10.- Moby Etia, 1976.

11.- D'après l'entretien avec le Chef de village Bomono-Ba-Mbenguè, 20 juillet 2000.

12.- Moby Etia P., 1976, p. 116.

13.- Cette estimation est faite sur la base du taux d'accroissement intercensitaire (1976-1987) de la population rurale de Bas-Moungo soit 2, 86 % par an.

14.- Plantations PAMOL du Cameroun.

15.- Cameroon Development Corporation.

16.- SOCAPALM was privatised on 16 Feb 1999. It is the PALMCAM-COGEFAR group made up essentially of camerounians who bought the company with 26 billions F. CFA. The state now holds only 10% shares. Since the new owner's name is hardly known by the public, we will continue using the old acronym SOCAPALM in this article.

RÉSUMÉS

Au Cameroun, les plantations villageoises de palmiers à huile sont classées en deux catégories : celles issues du matériel végétal non sélectionné et celles à base de matériel sélectionné. Les premières existent depuis toujours et produisent de l'huile naturelle à la fois consommée et commercialisée. Celles à base de plants sélectionnés sont apparues en 1960, expérimentées par la PAMOL¹ et à proximité de ses plantations industrielles de la Lobé et du Ndian dans le Sud-Ouest avec la variété Tenera. Au milieu des années 1970, voyant l'engouement des populations rurales de ces régions pour les essais de la PAMOL, le Gouvernement a voulu étendre l'expérience dans les zones d'influence de deux autres agro-industries proches : la CDC² et la SOCAPALM avec l'objectif de mettre en place un programme de plantations villageoises plus structuré, avec l'appui de ses fonds propres et ceux de bailleurs de fonds multilatéraux, ce qui ne fut pas le cas dans la Lobé et du Ndian. Certes, les plantations villageoises de la PAMOL ont été caractérisées par un mode d'exploitation semi-intensif, consommateur d'espace et de main-d'œuvre, mais elles ont permis l'émergence d'une classe de planteurs organisés en quête permanente d'autonomie dans la production et la commercialisation³. Cette étude tente donc de cerner la réponse des populations locales à ce nouveau modèle de plantations villageoises proposé par les pouvoirs publics, en s'appuyant sur celles impulsées par la SOCAPALM dans le Bas-Moungo. Car, en voulant promouvoir les plantations villageoises de palmier à huile à base de plants sélectionnés à proximité de cette agro-industrie, les pouvoirs publics ont voulu voir naître de nouveaux planteurs qui bénéficieraient autant que possible de l'encadrement de cette dernière en vue, à la fois, de la promotion socio-économique des populations concernées et de l'augmentation de la production nationale de l'huile de palme.

The village palm tree plantations of SOCAPALM⁴ in Lower Mungo (Cameroon) : a project poorly integrated to the farmer's concerns. In Cameroon, village palm tree plantations are divided in two categories : those issued from non-selected seedlings and those issued from selected ones. The former have always existed and produce natural oil which is both consumed and marketed. The latter appeared in the 1960s with the PAMOL project in industrial plantations

around the Lobe and Ndian rivers in the South West, with the Tenera species. In the mid 1970s, the keen interest in the PAMOL⁵ experiment led the government to extend said project to a zone where two other agro-industries existed (CDC⁶ and SOCAPALM). By doing so, they aimed at better giving the village plantation network a better structure with funding from local sources as well as from other donors, which was not the case with the Lobe and Ndian programs. Though the PAMOL scheme was characterized by a semi-intensive, space-consuming and labor-intensive method of exploitation, it has paved the way to the emergence of a well-organized class of farmers, ready for the fight for autonomy in the production and marketing of their produce⁷. This study aims to use the SOCAPALM experiments in the Lower Mungo in order to see how the local populations reacted to the governmental projects. By promoting village palm-oil plantations in the area, the government meant to promote a new generation of farmers who could take advantage of SOCAPALM's expertise in order to improve their lot, to help the socio-economic promotion of the populations concerned and to push the national production of palm oil.

INDEX

Keywords : agro-industry, Cameroon, Lower Mungo, palm oil, palm tree, SOCAPALM, village plantations

Mots-clés : agro-industrie, Bas-Moungo, Cameroun, huile de palme, palmier à huile, plantation villageoise

AUTEUR

JOSEPH GABRIEL ELONG

Chargé de cours, Département de Géographie et Histoire, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala, Cameroun